



## édito



Depuis 1991, France-Karabagh puis l'Union Yerkir se sont efforcés de mener des projets en restant dans le cadre de résolution de problèmes inhérents à la Cause Arménienne apparue à la veille de l'indépendance de l'Arménie et durant le conflit du Karabagh.

Alors qu'au début il s'agissait de soutenir la population du Karabagh, soumise à l'épreuve du conflit avec l'Azerbaïdjan, très vite nous

nous sommes lancés dans la reconstruction et le rapatriement afin de consolider les régions frontalières du Karabagh et de l'Arménie.

Il faut là rendre hommage à celles et ceux qui ont participé à cette entreprise (Kévork Kénépékian, Charles Paltobedrossian, Mickaël Gazarian, Arthur Hagopian, Marie-Armen Der Hagopian, Hilda Tchoboian,... pour n'en citer que quelques-uns) et plus particulièrement au travail acharné de Jules Mardirossian et Sevag Arzrouni, principaux artisans du développement de ces deux ONG.

De ces années, découle une irremplaçable expérience de terrain que nous avons thésaurisé pour déployer nos forces sur d'autres champs d'actions. C'est parce que nous estimons qu'en tant qu'arménien de France nous devons être acteurs et non spectateurs, que nous nous sommes mis au service des arméniens d'Arménie, du Karabagh et du Djavakhk.

Nos projets ont toujours été dirigés, sur place, par des arméniens de France. Des dizaines d'arméniens de diaspora sont venus s'installer provisoirement ou définitivement en Arménie et au Karabagh pour travailler sur nos programmes. Le contact avec la réalité du terrain et l'expérience de ces arméniens de diaspora installés en Arménie nous a permis d'anticiper les nouvelles problématiques de la Cause Arménienne dues à l'évolution politique et géopolitique de la République d'Arménie.

De ce travail résulte notre capacité à mieux comprendre les enjeux, à être alertés précocement d'événements indésirables et nous confère une réactivité unique en son genre. En partant toujours du local vers le général, notre légitimité nous pousse à intervenir aujourd'hui en Arménie, au Karabagh, au Djavakhk, à Tbilissi, auprès des Institutions Internationales et Européennes et demain en Turquie.

Aujourd'hui, l'une de nos priorités est au Djavakhk en Géorgie car les arméniens de cette région subissent de plein fouet la politique discriminatoire et de répressions policières des autorités géorgiennes, pendant qu'à Tbilissi ces mêmes autorités cautionnent les destructions des églises arméniennes.

Nous continuons toujours d'œuvrer à la reconstruction du Karabagh, des zones frontalières de l'Arménie et au développement agro-économique pour endiguer l'exode rural... Par ailleurs, parce que le fond de notre démarche est aussi d'assurer la pérennisation de notre histoire et de notre culture nous travaillons en étroite collaboration avec l'Institut Naregatsi de Erevan sur la préservation de notre patrimoine culturel ainsi que sur la recherche des arméniens islamisés vivant encore en Turquie. Nous avons aussi mis en place plusieurs programmes de fouilles archéologiques dans les territoires libérés du Karabagh et nous sommes à l'origine de la découverte de la cité antique de Tigranakert d'Artsakh dans la région d'Aghdam.

Avec ce journal bimensuel nous aurons pour but de vous livrer les informations sur nos différents champs d'actions en saluant les personnes, les institutions et les associations qui nous accompagnent. Je profite aussi de ces lignes pour lancer un appel à tous ceux qui désirent s'investir pour la défense de la Cause Arménienne, de la République d'Arménie et du Haut-Karabagh, du Djavakhk... à venir nous rejoindre dans ces combats.

**Vahan Képenékian**  
Président de l'Union Yerkir - Europe  
Et de France-Karabagh.

## > DE FRANCE KARABAGH... À L'UNION YERKIR

### France-Karabagh

Créée à Lyon en 1991 suite à l'urgence du conflit du Karabagh, ses activités ont largement dépassé le cadre local pour devenir une ONG internationale qui œuvre dans le but de repeupler les régions stratégiques du Karabagh. Jusqu'en janvier 2010, France-Karabagh était présidé par Jules Mardirossian qui a passé le flambeau à Vahan Képenékian.

### Professionnalisation

Dès 1994, afin d'être maître de ses projets de A à Z, France-Karabagh s'est dotée de structures permanentes pour mener à bien la réhabilitation des villages de la vallée d'Arakioul dans le sud de la région d'Hadroul.

Les structures de France-Karabagh sont dirigées par un lyonnais d'adoption, Sevak Arzrouni. Suite à la qualité des projets réalisés et leurs mises en œuvre, Sevak Arzrouni est nommé, en 1998 pour deux ans, préfet de la région de Mardakert par les autorités du Karabagh. Il est actuellement le président de l'Union Yerkir.

### Union Yerkir

"L'Union Yerkir pour le rapatriement et la réinsertion" a été créé à Erevan en 2000 par plusieurs associations d'Arménie, du Karabagh et de Diaspora dont France-Karabagh. L'objectif : optimiser les dynamiques de ces organisations afin de consolider les régions frontalières et stratégiques d'Arménie et du Karabagh ainsi que d'étendre les projets sur les nouvelles données de la Cause Arménienne que ce soit au Djavakhk, en Turquie ou dans des domaines comme l'archéologie, le développement durable, le dialogue interculturel...

### Union Yerkir - Europe

Créée fin 2006, à Lyon, elle représente en Europe "L'Union Yerkir pour le rapatriement et la réinsertion". Sa principale activité est son travail de lobbying auprès de l'ONU, du Conseil de l'Europe à Strasbourg, du Parlement Européen et de la Commission Européenne à Bruxelles. L'Union Yerkir - Europe mène un travail soutenu depuis 2 ans auprès de ces institutions internationales ainsi qu'auprès de parlementaires en France, en Suisse et en Belgique pour défendre les Arméniens du Djavakhk. Son Président actuel est Vahan Képenékian.



2003, Karabagh, construction du village de Knaravan dans les territoires libérés de Kelbadjar.

### Les réalisations

16 villages reconstruits, des centaines de maisons et des dizaines d'écoles, de maternelles, de dispensaires construits, des milliers de réfugiés rapatriés, des programmes de développement agro-économique et sanitaire mis en place, des milliers d'hectares de terre arable et de verger mis en culture, des centaines de projets de micro-crédit à l'élevage mis à disposition dans des régions stratégiques d'Arménie et du Karabagh.



**Union Yerkir**

Union of NGOs for Repatriation and Settlement  
Union d'ONG pour le Rapatriement et la Réinsertion  
Союз общественных организаций «Еркир» по репатриции и освоенно  
Karabaghian and Artsakhian Territories

### L'expérience

Depuis plus de 19 ans, ces ONG ont acquis une expérience de terrain grâce à la présence permanente de Français d'origine arménienne en Arménie, au Karabagh et en Géorgie. Cette présence permet à ces organisations d'être directement connecté aux réalités politiques et géopolitiques de l'Arménie et de la Cause Arménienne.

### L'indépendance

Cette présence sur le terrain permet une totale indépendance, de la réalisation au contrôle des projets, de l'étude à la conception, de la mise en œuvre au suivi. Ces organisations ont pu développer une maîtrise permettant d'avoir ses propres structures pour la construction, le développement socio-économique, le monitoring des droits de l'homme et les échanges culturels.

### Les partenariats

Ces organisations sont un véritable pont entre la diaspora et l'Arménie. Leurs expériences et leurs professionnalismes ont permis à des structures associatives, des particuliers, des collectivités et des institutions de France, d'Europe et des USA de mener à bien des projets en Arménie, en Géorgie et au Karabagh grâce à des partenariats.

### Archéologie

L'Union Yerkir est à l'origine de la découverte de la ville antique de Tigranakert d'Arstakh. Dès 2005, l'Union Yerkir a missionné l'archéologue Hamlet Petrosyan, pour les recherches et les fouilles archéologiques de la cité antique fondée par le roi Tigran Le Grand. Découverte en 2006, dans la région d'Aghdam, la cité de Tigranakert d'Arstakh a permis, au-delà de l'aspect historique, de crédibiliser les thèses historiques azéris développées dans les instances internationales sur le peuplement turc du Karabagh.

### Turquie

Depuis que nous travaillons à la mise en place de projets en Turquie, nous suivons deux directions : la recherche et l'approche des populations arméniennes islamisées depuis le VIII<sup>ème</sup> siècle vivant encore en Turquie et l'établissement d'un dialogue avec la société civile en Turquie, principalement dans la partie de l'Arménie occidentale pour expliquer que notre histoire est aussi la leur, que cette terre est aussi la nôtre. ■



YERKIR

# Quelques projets en cours

## > L'UNION YERKIR SOUTIEN LA PRÉSERVATION DU PATRIMOINE CULTUREL MUSICAL ARMÉNIEN

*L'Union Yerkir œuvre pour l'amélioration des conditions de vie des zones les plus reculées et défavorisées d'Arménie et du Karabagh pour palier à l'exode rural. Le suivi de ces projets nécessite aussi la participation d'organisations externes que ce soit dans le domaine médical, agricole, éducatif mais aussi culturel. Pour développer des villages ou des zones sinistrées, en plus de réhabiliter de la pierre, il faut aussi reconstruire le tissu socio-économique et culturel.*



### L'Institut Naregatsi, partenaire culturel de l'Union Yerkir

C'est dans ce contexte que l'Union Yerkir travaille avec l'Institut Naregatsi, pour permettre à la culture de se diffuser dans ces zones trop souvent délaissées. C'est dans cette optique que l'Union Yerkir a construit les Centres Culturels de Naregatsi à Chouchi au Karabagh et à Erevan. Ces centres sont mis à la disposition des artistes ainsi que plusieurs programmes de formations, de sponsorings et de productions.

L'Institut Naregatsi, fondé au printemps 2000, a pour vocation de préserver et de promouvoir le patrimoine culturel arménien. Centre d'accueil et de résidences d'artistes, l'objectif est de mettre en place un réseau d'artistes arméniens et de faire circuler leurs créations à travers des expositions, concerts et publications... En soutenant et en stimulant les artistes contemporains arméniens.



[www.naregatsi.org](http://www.naregatsi.org)

### Le projet de "Renaissance du Patrimoine Instrumental traditionnel Arménien"

L'intérêt pour l'apprentissage des instruments traditionnels a diminué en Arménie. Les structures d'Etat qui étaient chargées de pérenniser le patrimoine musical et instrumental traditionnel n'ont aujourd'hui plus les moyens de former des musiciens spécialisés. Des disciplines et instruments ne sont plus étudiés et certains ont même disparu faute de n'avoir pu transmettre leurs enseignements.

Le projet de "Renaissance du Patrimoine Instrumental traditionnel Arménien" est mis en place pour donner un nouveau souffle à la musique traditionnelle et trouver une nouvelle voie pour la régénérer. Il a pour ambition de créer une dynamique autour du patrimoine musical arménien par la création de groupe d'études qui demanderont les compétences d'historiens, de musiciens, de musicologues, de luthiers et parallèlement à la création d'un ensemble de musique traditionnelle composé d'enfants dans l'espoir de former de futur professionnels qui pérenniseront l'enseignement de ces instruments. Avec la participation de musiciens professionnels, nous avons choisi les meilleurs interprètes parmi les élèves des écoles de musique

pour former un ensemble de musique traditionnelle. Ce programme fonctionne depuis 2008 sous la direction du Maître Hovig Sahaguyan. L'ensemble de musique traditionnelle est composé d'une quinzaine de musiciens et de 4 chanteuses âgés de 8 à 18 ans.

Grâce à la convention de coopération décentralisée avec l'Arménie votée en septembre 2008 par le Conseil Régional Rhône-Alpes et signé par son Président Jean-Jacques Queyranne, ce programme de "Renaissance du Patrimoine Instrumental traditionnel Arménien" réalisé par l'Union Yerkir en partenariat l'Institut d'Art Naregatsi a pu recevoir une subvention de 22 700 € dans le cadre des 300 000 € de subventions mis à disposition chaque année par la région Rhône-Alpes dans le cadre d'appels à projets pour l'Arménie.

Une partie de ces fonds est destinée au fonctionnement des classes d'apprentissages à Erevan et l'autre partie permettra de réaliser une tournée dans la région Rhône-Alpes au mois de mai prochain des 20 enfants composant cet ensemble de musique traditionnelle arménien. ■

## > LES PROJETS DE "MICROCRÉDIT À L'APICULTURE" ET DE "MUTUALISATION ET DÉVELOPPEMENT AGRO-ÉCONOMIQUE"

*Les projets de France-Karabagh et de l'Union Yerkir se sont toujours appuyés sur la richesse humaine des paysans arméniens habitués depuis toujours à "tirer le pain de la pierre". Ils font le pari d'un investissement minimum, la remise en état des infrastructures, à partir desquelles une population et des organisations partenaires intimement associées reprendront en charge l'aménagement humain et socio-économique des terres arméniennes.*

### Consolidation des régions frontalières de la République d'Arménie

C'est dans cette direction que France-Karabagh et l'Union Yerkir ont voulu apporter leurs soutiens aux villages frontalières d'Arménie avec l'Azerbaïdjan, pour consolider ces régions stratégiques de Guégharkounik et de Tavouch. Dès 2002, un programme de construction d'une chaîne de dispensaire a été réalisé dans la région du lac Sevan sur la rive contiguë avec la frontière de l'Azerbaïdjan.



Dans la région de Tavouch, une attention toute particulière a été portée sur le village de Tchinarï. Situé dans un cirque montagneux, encerclé à 80% par la frontière azéris, il subit, aujourd'hui encore, les contraintes d'état d'urgence qu'imposent les postes militaires azéris (tirs fréquents des snipers azéris) surplombant le village. Tchinarï est peuplé de 1 200 habitants, l'Union Yerkir a réhabilité en 2006 l'école et la maternelle du village fréquentées par 300 élèves.

### Les projets de "microcrédit à l'apiculture" et de "mutualisation et développement agro-économique"

Depuis 2009, l'Union Yerkir a mis en place un programme de microcrédit à l'apiculture, en distribuant des ruches aux habitants de Tchinarï. L'objectif consiste à fournir des moyens de reconstruire un potentiel économique fondé sur des activités rurales et ancrer les jeunes générations pour palier à l'émigration.

Ce projet de microcrédit à l'apiculture a immédiatement été suivi d'un programme de "mutualisation et développement agro-économique" pour Tchinarï.

Le blocus imposé à l'Arménie par la Turquie et l'Azerbaïdjan a façonné l'économie arménienne par l'émergence d'une politique ultralibérale favorisant les importations au détriment des PME, PMI et du développement de l'agriculture. Cette politique a créé des monopoles économiques qui se traduisent, pour les paysans, par une concurrence déloyale des entreprises de gros. Les paysans réfractaires au système de coopérative (du à la mauvaise expérience soviétique des kolkhozes et sovkhos) ne peuvent s'organiser et lutter contre cette concurrence.

Les objectifs de ce projet sont de permettre aux paysans du village de Tchinarï de pouvoir écouler leurs productions agricoles excédentaires en créant une filière indépendante de distribution en supprimant un certains nombres d'intermédiaires. L'objectif est aussi de diversifier les cultures en fonction des saisons et de pratiquer une politique de transformation des produits pour pouvoir écouler les excédents sur toute l'année en fonction de l'offre et de la demande. La finalité de ce projet est de mutualiser les compétences, les ressources, afin d'organiser les villageois pour développer économiquement l'essor du village tout entier.

Ces projets, en cours de réalisation, ont pu voir le jour grâce à la région Rhône-Alpes. Dans le cadre de l'appel à proposition de la coopération Rhône-Alpes avec l'Arménie, France-Karabagh a pu recevoir la somme de 45 000 € pour le projet de "microcrédit à l'apiculture" et de 25 000 € pour le projet de "mutualisation et développement agro-économique". Notons aussi une subvention attribuée, en 2009, par la Fondation Bullukian de Lyon de 3 000 €. ■

# Les Arméniens du Djavakhk en Danger

## > LES ARMÉNIENS EN GÉORGIE

La Géorgie compte deux populations arméniennes bien distinctes, les arméniens du Djavakhk et les arméniens de Géorgie, principalement installés à Tbilissi.

### A Tbilissi

À la veille de l'indépendance de la Géorgie, le recensement de 1989 estimait les arméniens en Géorgie à 437 000. Lors du dernier recensement de 2002, leur nombre chutait de moitié à 248 000. Bien qu'étant parfaitement intégrés dans la société géorgienne, les arméniens de Tbilissi subissent une forme de racisme les excluant de fait de débouchés corrects dans le monde du travail et dans la fonction publique. Leurs seuls choix étant de quitter la Géorgie ou de s'assimiler en commençant par changer leur nom en ôtant le "ian" pour le remplacer par la terminaison des noms géorgiens "chvili".

### Au Djavakhk

Le Djavakhk est une région historique arménienne. En 1921, le Djavakhk fut attribué par Staline à la Géorgie. Depuis l'annexion du Caucase par l'Empire Russe, la région du Djavakhk a toujours compté la présence de bases militaires russes qui ont perduré jusqu'à leur démantèlement en 2005. Cette présence militaire russe a fait du Djavakhk, une région vivant quasiment en autarcie où l'administration et la langue géorgienne n'avaient pas prises, jusqu'au départ des russes en 2005.

En 1992, la Géorgie a organisé son administration territoriale en créant des entités régionales. Dans le but de séparer et minorer l'élément arménien, les géorgiens ont créé une région fictive la "Samtskhe-Djavakhetie". Des départements purement géorgiens comme "Borzhomi" et "Adiguéni" ont été intégrés au Djavakhk pour que les arméniens ne représentent que 50% de la population. Le département de Tsalka (12 000 arméniens) a été séparé du Djavakhk pour être rattaché à la région de "Kvemo-Kartli", peuplée majoritairement d'azéris. Ces redécoupages géographiques ont été couplés d'une politique démographique de repeuplement de géorgiens de souche. En 1939, les géorgiens représentaient au Djavakhk, 22 752 personnes (hors "Borzhomi"), au recensement de 2002, ils étaient 62 200 soit une augmentation de 273% alors que les arméniens sont passés de 100 500 à 110 550 en 60 ans. ■



## > L'UNION YERKIR ÉPINGLE LA GÉORGIE À L'ONU

Octobre 2007 à Genève, le Comité des Droits de l'Homme de l'ONU s'est réuni pour juger la situation des Droits de l'Homme en Géorgie. L'Union Yerkir était présente lors des sessions pour défendre les droits des Arméniens du Djavakhk et de l'Eglise Apostolique Arménienne en Géorgie.



Délégation de l'Union Yerkir à l'ONU.

La délégation de l'Union Yerkir était composée de son président Svak Arzrouni, de Vahan Képénékian (Yerkir-Europe), d'Armen Ghazarian (chargé de mission), de Levon Isakhanyan (consultant de l'Union Yerkir en Géorgie) et de Fernand De Varennes (juriste international, spécialiste du droit des langues minoritaires).

### Les Arméniens de Géorgie font l'objet de discriminations

La présentation de la situation des Arméniens en Géorgie faite par l'Union Yerkir a permis de mettre en lumière de sérieuses atteintes et manquements aux droits de l'homme contre les Arméniens en Géorgie et plus particulièrement contre ceux du Djavakhk. Lors des sessions, l'Union Yerkir est intervenue plusieurs fois. Levon Isakhanyan, secrétaire du Conseil Œcuménique de Géorgie, a pris la parole pour dénoncer le traitement arbitraire de l'Etat géorgien envers les confessions religieuses, la non-restitution des biens des Eglises Arménienne et Catholique et la spoliation de ces mêmes églises par l'Eglise orthodoxe géorgienne. Lors d'un briefing confidentiel destiné aux experts du Comité de l'ONU organisé par l'Union Yerkir, l'expert venu spécialement d'Australie, le Dr Fernand De Varennes a pu démontrer qu'une politique ségrégationniste envers les langues minoritaires était un moyen d'exclusion des populations de Géorgie.

Le travail mené à l'ONU par l'Union Yerkir a permis de contrer les affirmations mensongères des représentants du gouvernement géorgien. Les arguments développés par l'Union Yerkir, dans ses rapports et ses interventions, ont été repris par le Comité des Droits de l'Homme dans ses "observations finales" : Les arméniens de Géorgie font l'objet de discriminations linguistiques, religieuses et socio-économiques qui devront être supprimées par l'Etat géorgien, tant par la loi que dans la pratique. ■

## > ARMÉNIEN, UN DÉLIT POLITIQUE EN GÉORGIE

Depuis l'accession au pouvoir du Président Saakatchvili fin 2003, la Géorgie se présente, devant la communauté internationale, comme un Etat démocratique aux valeurs européennes. La réalité est toute autre puisque la Géorgie pratique une politique ségrégationniste, privilégiant uniquement la langue et la religion orthodoxe géorgienne. Les premières victimes sont les Arméniens du Djavakhk.

Le Djavakhk, peuplé d'environ 130 000 arméniens, est délaissé par Tbilissi depuis 19 ans. Dépourvue d'infrastructure, rongée par la corruption de fonctionnaires locaux chargés par Tbilissi de la surveillance "politique", le Djavakhk affiche des taux de chômage record et se fait le théâtre d'exactions régulières, se vidant progressivement de sa population arménienne. De sorte que, si l'objectif des autorités géorgiennes était la disparition des Arméniens, elles ne s'y prendraient pas autrement.

Dans une logique d'intégration, il revenait à charge pour le pouvoir de Tbilissi de développer économiquement le Djavakhk et de reconnaître la diversité culturelle dont l'usage de la langue arménienne dans l'administration locale. Mais l'obsession nationaliste des Géorgiens considérant les Arméniens comme des ennemis de l'intérieur l'a emporté, compromettant plus que jamais le sort des Arméniens du Djavakhk.

Soutenir les Arméniens du Djavakhk ne veut pas dire entrer en conflit avec Tbilissi. Il existe d'autre voie que celles "du Karabagh ou du Nakhitchévan". En clair, ni conflit armé, ni "dés-arménisation". Cette "autre voie" c'est celle qui prend en compte le droit des Arméniens dans le cadre juridique du droit international, des conventions et traités signés par la Géorgie. Il s'agit avant tout d'un problème de Droit de l'Homme en Géorgie et non d'un problème arméno-géorgien. Depuis 2005, l'Union Yerkir travaille pour la création d'un dialogue entre l'Etat géorgien et les Arméniens du Djavakhk mais la Géorgie refuse cette politique de la main tendue.

### La politique de répression des géorgiens contre les Djavakhtsis

La Géorgie se livre à un véritable plan concerté contre les Arméniens du Djavakhk. Le 21 juillet 2008, avec l'arrestation à Akhalkalaki du leader de "l'Alliance Démocratique Djavakhk Uni", Vahagn Chakhalyan et sa condamnation

à 10 ans de prison ferme, démarrait la politique de répression des autorités géorgiennes contre les Arméniens du Djavakhk.

Depuis, les géorgiens ont mis en place une politique de harcèlement policier et judiciaire contre les militants politiques et associatifs du Djavakhk. Plusieurs dizaines d'Arméniens ont dû émigrer face aux pressions, d'autres ont "rachetés" leur liberté en portant la culpabilité d'actes qu'ils n'avaient pas commis, sans parler des condamnations de prison avec sursis et des fortes amendes qui visent à tuer financièrement des familles entières.

### L'Union Yerkir, un acteur majeur de la défense des arméniens du Djavakhk

L'Union Yerkir a pris en charge la défense juridique de Vahagn Chakhalyan en engageant plusieurs avocats, en faisant le suivi diplomatique et politique de cette affaire.

Jusqu'à présent l'Union Yerkir a porté l'affaire Chakhalyan jusqu'en seconde instance. Si la cour suprême et la Cour Constitutionnelle de Géorgie ne rétablissent pas les droits de Vahagn Chakhalyan alors l'Union Yerkir saisira la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Depuis deux ans, l'Union Yerkir s'efforce de porter systématiquement à la connaissance des instances européennes et internationales (ONU, Conseil de l'Europe, Parlement et Commission Européenne) ainsi que les acteurs diplomatiques présents à Tbilissi, la répression que subissent les Arméniens du Djavakhk par le biais de rencontres et par la publication de rapports. Ce qui conduit les autorités de Géorgie à faire face aux interrogations de la communauté internationale, sur la situation du Djavakhk et sur le cas Chakhalyan.

Désormais, sans une réaction massive de l'opinion, en particulier des Arméniens de diaspora et d'Arménie, le sort de ces Arméniens vivant sur une terre historique arménienne, pourrait connaître une fin irréversible. ■



Vahagn Chakhalyan



**"Yerkir"**  
4, rue de la vieille - 69001 Lyon

Directeur de la publication : Vahan Képénékian  
Rédacteur en Chef : Armen Ghazarian  
Edité par l'association "Yerkir Europe"

**Yerkir - Europe**  
4, rue de la vieille  
69 001 Lyon  
Internet : www.yerkir.eu  
Email : contact@yerkir.eu  
Téléphone : 06 66 90 70 61

**France-Karabagh**  
40, rue d'Arménie  
69003 Lyon  
Internet : www.francekarabagh.org  
Email : contact@francekarabagh.org

**Réalisation :**  
VoxLinéa  
www.voxlinea.com  
**Imprimé par :**  
Publicconcept Lyon  
www.publicconceptlyon.fr

L'Union Yerkir est respectueux de l'environnement, ce journal est imprimé avec du papier 100% recyclé

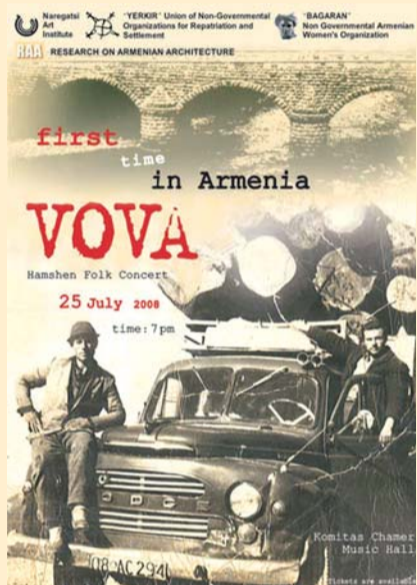


## YERKIR

### > A LA DÉCOUVERTE DES HAMSHENS, CES ARMÉNIENS ISLAMISÉS.

Depuis des siècles, les turcs utilisent une politique d'assimilation ou de conversion forcée envers les peuples non musulmans des territoires qu'ils ont conquis par la force.

Les Arméniens ont bien sûr subi ces pressions et certains ont été obligés d'abandonner leur foi chrétienne pour échapper aux massacres depuis le VIII<sup>e</sup> siècle jusqu'au génocide de 1915. Parmi ces populations islamisées de force, se trouvent les Hamshens, concentrés autour des rives de la mer Noire.



Pour la première fois un colloque réunissait à Erevan, en Arménie, des chercheurs turcs, russes et arméniens, pour traiter du phénomène de ces crypto-Arméniens, de leur histoire et de leur culture.

L'Union Yerkir et l'Institut des Etudes Orientales de l'Académie des Sciences d'Arménie

ont organisé un colloque international sur le thème "Hamchen ; histoire et culture" qui a eu lieu le 23 juillet 2008 à Erevan dans le cadre d'une semaine Hamshen, du 21 au 27 juillet 2008, organisé en partenariat avec le Centre Culturel Naregatsi. En dehors de la conférence internationale, des concerts ont eu lieu du groupe traditionnel Hamshen "Vova" venu spécialement de Turquie et une exposition photo.

L'étude des populations arméniennes islamisées vivant encore en Turquie est une priorité de l'Union Yerkir qui travaille, en Arménie et en Turquie, sur ce sujet de manière constante depuis bientôt 5 ans. ■



### > DJAVAKHK ET VAHAGN CHAKHALYAN "La vigilance doit donc rester entière et je reste mobilisée."

En septembre 2009, l'Union Yerkir demandait à Sylvie Guillaume, députée au Parlement Européen d'interpeller la Commission Européenne sur la situation des arméniens en Géorgie et sur le cas du leader politique du Djavakhk, Vahagn Chakhalyan. Interview de Sylvie Guillaume.

**Union Yerkir : C'est votre premier mandat de député européen, quelles sont les domaines que vous couvrez au parlement ?**

**Sylvie Guillaume :** J'ai été élue députée européenne de la liste socialiste du grand Sud Est (Rhône Alpes, PACA, Corse) en juin 2009. Je suis membre titulaire de la commission parlementaire LIBE, qui traite des questions de Libertés civiles, de Justice et des Affaires Intérieures. Je travaille particulièrement sur les dossiers concernant l'harmonisation européenne du droit d'asile et les droits de l'homme. J'ai été nommée en décembre 2009 rapporteur sur la directive des procédures d'octroi du statut de réfugié, qui va être révisée dans les mois à venir.

A l'heure actuelle, les demandeurs d'asile ne sont pas traités équitablement partout en Europe, et il y a beaucoup à faire pour aller sur le chemin d'une véritable harmonisation des droits et des procédures. Les enjeux sont multiples, mais au tout premier chef, il s'agit ici de dignité humaine.

Par ailleurs, je suis également membre suppléante des commissions FEMM : Droits des femmes et égalité des genres, ainsi que AFCO : affaires constitutionnelles.

**Union Yerkir : Pouvez vous nous en dire plus sur votre action auprès des arméniens de Géorgie et notamment le cas de Vahagn Chakhalyan ?**

**Sylvie Guillaume :** La situation des minorités nationales et religieuses en Géorgie est préoccupante.

La population arménienne en Géorgie et en particulier celle du Djavakhk souffre des violations de ses droits politiques, culturels, éducatifs et religieux.

Le cas de Vahagn Chakhalyan, leader du mouvement politique Alliance Démocratique Djavakhk Uni", est particulièrement inquiétant. Arrêté en juillet 2008 sous prétexte de dissimulation d'armes, son procès a été une mascarade politique. Il a été condamné en avril 2009 à 10 ans de prison ferme, verdict confirmé en appel.

J'ai donc écrit à Mme Ferrero Waldner, à l'époque commissaire européenne chargée des relations extérieures, pour l'alerter sur les conditions totalement opaques dans lesquelles se déroulait le procès de Vahagn Chakhalyan.

Par la même occasion, je lui ai demandé d'éclaircir quelques points, notamment sur l'utilisation des fonds que la Géorgie reçoit de la part de l'Union Européenne au titre de la politique de voisinage. Ces fonds doivent être conditionnés à amélioration des droits et de la démocratie en général dans ce pays.



Sylvie Guillaume, députée Européen et Armen Ghazarian, chargé de mission de l'Union Yerkir

La commissaire m'a répondu quelques semaines plus tard, m'assurant que le respect des droits des minorités était une condition du dialogue politique avec la Géorgie et que la délégation européenne suivait de près le procès en cours.

Je ne peux que constater que ce "suivi" n'a pas empêché la confirmation en appel de la condamnation de Vahagn Chakhalyan. La vigilance doit donc rester entière et je reste mobilisée.

**Union Yerkir : Mais votre mobilisation pour la cause arménienne n'est pas récente, pouvez vous nous en dire plus ?**

**Sylvie Guillaume :** Mes liens amicaux avec des Français d'origine arménienne m'ont entraînée à passer quelques semaines en Arménie, en 1993. Dès lors qu'on prend attache avec la diaspora, qu'on s'intéresse à son histoire et ses revendications - en particulier celle de la reconnaissance par la Turquie du génocide de 1915- on est rapidement happé par le mouvement et l'énergie développés. Plus généralement, je suis très préoccupée par les atteintes aux droits de l'homme partout où elles s'exercent ; c'était le cas à propos de la Géorgie et pour Vahagn Chakhalyan.

Par ailleurs, j'ai été conseillère régionale de la Région Rhône Alpes. Et dans cette assemblée, sous la présidence de Jean-jacques Queyranne, nous avons fait voter en septembre 2008 une convention de coopération décentralisée avec l'Arménie. Chaque année, sur la base d'appels à projets, 300 000 € de subventions sont attribués à des projets de développement durable sur le terrain. De manière générale, les initiatives de coopération décentralisée me paraissent être un bon moyen pour rapprocher les cultures et permettre un développement équilibré des économies locales. ■

## N'ATTENDONS PAS LE PIRE POUR AGIR AIDEZ-NOUS À SOUTENIR LES ARMÉNIENS DU DJAVAKHK

ENVOYEZ VOS DONNÉS À :  
Yerkir Europe  
4, rue de la vieille  
69001 Lyon

En effectuant un don à Yerkir Europe, vous pouvez déduire de vos impôts 66 % de la somme versée. Si vous désirez faire un don unique de 100€, votre contribution vous reviendra à 33,33€. Par exemple, si vous optez pour un prélèvement de 10€ par mois, il ne vous en coûtera que 3,4€.

## OPTEZ POUR LE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

J'autorise l'Etablissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de .....€ par mois. Pour suspendre le prélèvement, il me suffit de la faire savoir par simple demande écrite à Yerkir Europe.

### ÉTABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE À DÉBITER

Nom de votre agence bancaire ou CCP .....  
Adresse .....  
Code Postal ..... Ville .....

### TITULAIRE DU COMPTE

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code Postal ..... Ville .....

### COMPTE A DÉBITER

Code Etablissement [ ] [ ] [ ] [ ] Code Guichet [ ] [ ] [ ] [ ]  
N° de compte. [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Clé RIB [ ] [ ]

NUMÉRO NATIONAL D'ÉMETTEUR : 569498

Renvoyer ce coupon et joindre également un RIB ou RIP à :  
Yerkir Europe - 4, rue de la vieille - 69001 Lyon

DATE ET SIGNATURE (Obligatoires)